

REPUBLIQUE GABONAISE

Union - Travail - Justice



**LOI DE FINANCES
POUR L'EXERCICE 2003**

Présenté

Au nom de M. Jean François NTOUTOUME EMANE

Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Par M. Paul TOUNGUI

Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE : LE TEXTE DE LOI..... 5

<i>TITRE I : EVALUATION DES VOIES ET MOYENS</i>	<i>7</i>
<i>TITRE II : DISPOSITIONS FISCALES</i>	<i>8</i>
<i>TITRE III : DISPOSITIONS DOUANIERES</i>	<i>13</i>
ANNEXES AU PROJET DE LOI DE FINANCES.....	15
<i>ANNEXE N° 1 : RESSOURCES DE L'ETAT.....</i>	<i>17</i>
<i>ANNEXE N° 2 : CHARGES DE L'ETAT</i>	<i>18</i>
<i>ANNEXE N° 3 : BUDGET DEVELOPPE DES RECETTES.....</i>	<i>20</i>
<i>ANNEXE N° 4 RECETTES HORS PETROLE.....</i>	<i>22</i>
<i>ANNEXE N°5 : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT..</i>	<i>23</i>

DEUXIEME PARTIE : AFFECTATION, REPARTITION ET UTILISATION DES CREDITS 25

<i>LES CREDITS OUVERTS AU TITRE DE LA LOI DE FINANCES 2003.....</i>	<i>27</i>
<i>ANNEXE N° 1 : PARTIE I - CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE</i>	<i>27</i>
<i>ANNEXE N°2 : PARTIE II – DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</i>	<i>28</i>
<i>ANNEXE N°3 : PARTIE III – DEPENSES D'INVESTISSEMENT (Titre 6 et 7)</i>	<i>36</i>
<i>ANNEXE N°3: PARTIE IV – PRETS ET AVANCES (Titre 8).....</i>	<i>38</i>

PREMIERE PARTIE : LE TEXTE DE LOI

LOI n°018/2002
DERMINANT LES RESSOURCES ET
LES CHARGES DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2003

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont délibéré et adopté,

Le Président de la République, Chef de l'Etat,
Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er : La présente loi, prise en application des dispositions de l'article 47 de la Constitution, détermine les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2003.

TITRE I : EVALUATION DES VOIES ET MOYENS

Article 2 : Le Gouvernement est autorisé à percevoir les ressources correspondant aux prévisions contenues dans la présente loi en vue de couvrir les charges de l'Etat, des Collectivités Locales et des Etablissements Publics décentralisés présentées en annexes.

Les ressources du budget résultent des emprunts, des dons prévus en 2003 et de l'application des dispositions du Code Général des Impôts Directs et Indirects, du Code et du Tarif des Douanes de l'UDEAC et du Code des Domaines, de l'Enregistrement et du Timbre retenues en 2003 et des autres produits autorisés par les lois et règlements en vigueur ou résultant des décisions de justice ou des conventions.

Article 3 : Les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2003 sont arrêtées en équilibre à la somme de mille trois cent soixante-dix-sept milliards quatre cent soixante-cinq millions (1.377.465.000.000) de francs cfa.

Ces ressources et ces charges sont ventilées en annexes 1 et 2 de la présente loi.

Article 4 : Les ressources sont constituées de ressources propres pour la somme de neuf cent quarante-six milliards deux cent millions (946.200.000.000) de francs cfa et de ressources d'emprunts pour la somme de quatre cent trente-un milliards deux cent soixante-six millions (431.266.000.000) de francs cfa dont trois cent quatre-vingt-huit milliards sept cent soixante-six millions (388.766.000.000) de francs cfa d'emprunt d'équilibre.

Article 5 : Les charges sont constituées de dépenses de fonctionnement et d'investissement pour la somme de six cent vingt et un milliards sept cent millions (621.700.000.000) de francs cfa et de celles résultant des engagements financiers de l'Etat pour la somme de sept cent cinquante-cinq milliards sept cent soixante-cinq millions (755.765.000.000) de francs cfa.

Article 6 : Les plafonds des grandes catégories de dépenses, pour l'exercice 2003, sont arrêtés tels qu'il suit :

CATEGORIES DE DEPENSES	MONTANT EN FRANCS CFA
PARTIE I : CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE	755.765.000.000
PARTIE II : DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	456.700.000.000
PARTIE III : DEPENSES D'INVESTISSEMENT	165.000.000.000
PARTIE IV : PRETS ET AVANCES	0
TOTAL DEPENSES	1.377.465.000.000

TITRE II : DISPOSITIONS FISCALES

Article 7 : Il est ajouté à la 6^e sous-section de la Section I du Titre 2^e du livre 1^{er} du Code Général des Impôts Directs et Indirects les articles suivants :

« Article 98 bis.- Les plus-values effectivement réalisées par des personnes physiques ou des sociétés de personnes lors de la cession à titre onéreux de biens ou de droits de toute nature sont passibles d'un impôt libératoire de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ».

« Article 98 ter.- Sont visées par l'article 98 bis :

- les personnes physiques (particuliers) dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé ;
- les sociétés de personnes n'ayant pas opté pour l'impôt sur les sociétés, lorsqu'elles exercent une activité autre qu'industrielle, commerciale, agricole ou non commerciale ;
- les contribuables soumis au régime du forfait qui cessent leur activité. »

« Article 98 quater.- Sont soumises à l'impôt sur les plus-values réalisées par les particuliers dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, à l'occasion notamment de la vente, de l'échange du partage, de l'expropriation, de l'apport en société ou de la liquidation d'une société, sur les biens mobiliers ou immobiliers ou sur les droits de toute nature.

Sont assimilées aux gains immobiliers les plus-values réalisées sur cession à titre onéreux de valeurs mobilières ou de droits sociaux de sociétés dont l'actif est principalement constitué d'immeubles ou de droits portant sur lesdits biens. »

« Article 98 quinquies.- Sont exonérées :

1. les plus-values réalisées lors de la cession de la résidence principale du contribuable.

Sont considérées comme résidence principale :

- a. *les immeubles ou parties d'immeubles constituant la résidence habituelle du propriétaire depuis l'acquisition ou l'achèvement, ou pendant au moins cinq (5) ans, aucune condition de durée n'étant requise lorsque la cession est motivée par des impératifs d'ordre familial ou un changement de résidence ;*
 - b. *les immeubles ou parties d'immeubles constituant la résidence au Gabon de gabonais domiciliés hors du Gabon dans la limite d'une résidence par le contribuable ;*
2. *les plus-values résultant de la cession des immeubles, réalisées par les contribuables imposés d'après le régime du forfait, à condition que la cession ou la cessation d'activité intervienne plus de cinq (5) ans après la création ou l'achat du fonds de commerce, de l'office ou de la clientèle et que l'immeuble ait servi d'habitation principale pour la propriétaire ;*
 3. *les gains nets résultant de la vente ou cession :*
 - *de meubles meublant, des appareils ménagers ou des voitures automobiles ;*
 - *de terrains à usage agricole ou forestier ;*
 4. *les plus-values résultant de l'encaissement des indemnités d'assurance consécutives à un sinistre partiel ou total sur un bien personnel ;*
 5. *les plus-values immobilières réalisées à la suite de déclaration d'utilité publique prononcée en vue d'une expropriation n'entraînant aucune taxation, à condition que le propriétaire prenne l'engagement de emploi de l'indemnité dans l'achat d'un ou de plusieurs biens de même nature dans un délai d'un an à compter du paiement.*

« Article 98 sexiès.- La plus-value imposable est constituée par la différence entre le prix de cession ou la valeur vénale du bien considéré et le prix d'acquisition par le cédant.

Le prix de cession est diminué du montant des frais supportés par le vendeur à l'occasion de cette cession.

Le prix d'acquisition est majoré des frais afférents à l'acquisition. Le cas échéant, le prix d'acquisition est majoré des dépenses de construction, de reconstruction, d'agrandissement, de rénovation ou d'amélioration, réalisées depuis l'acquisition, lorsque celles-ci n'ont pas été déjà déduites du revenu imposable et qu'elles ne présentent pas le caractère de dépenses locatives. »

« Article 98 septiès.- un abattement de 15% est opéré sur le montant imposable des plus-values réalisées au cours d'une même année, après application éventuelle des moins-values. »

« Article 98 octiès.- Le montant de la plus-value est soumis à un impôt dont le taux est fixé à 20% du montant net des plus-values. »

« Article 98 noniès.- L'impôt sur les plus-values est liquidé par l'agent des Contributions Directes et Indirectes et mis en recouvrement par voie de rôle nominatif. »

« Article 98 deciès.- les dispositions en matière de contentieux d'impôts directs sont applicables à l'impôt sur les plus-values. »

Article 8 : Les locations des maisons, immeubles aux ambassades, chancellerie et assimilés sont désormais soumises à la taxe spéciale immobilière pour le propriétaire.

Article 9 : La base taxable aux droits d'accises pour les produits fabriqués localement est le prix de vente hors taxes du fabricant.

Article 10 : Les investissements touristiques d'un montant inférieur à 1,8 milliard de francs agréés par le Ministre chargé du Tourisme et le Ministre chargé des Finances peuvent donner lieu à un crédit d'impôt sur le revenu correspondant à 5% du montant hors taxe de l'investissement pendant une période de cinq (5) ans.

Article 11 : L'article 11 de la loi n°001/02 du 14 août 2002 modifiant la loi n°021/01 du 11 janvier 2002 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2002, est supprimé et remplacé par les articles 11 nouveau à 31 nouveau ci-après :

« Article 11 : La taxe d'abatage et la taxe de superficie instituées à l'article 244 de la loi n° 016/01 du 31 décembre 2001 portant code forestier en République Gabonaise, sont calculées, liquidées et recouvrées selon les modalités décrites aux articles ci-après : »

« Article 12 : La taxe d'abatage est calculée et liquidée chaque année par le Service des Domaines. »

« Article 13 : La taxe d'abatage est perçue au taux de cinq pour cent (5%), appliqué sur la valeur fiscale de l'Assiette Annuelle de Coupe (en abrégé A.A.C.) ouverte à l'exploitation, déterminée selon les modalités et le barème fixés aux articles 14 et 16 ci-après. »

« Article 14 : Les titulaires des permis forestiers institués par le code forestier sont tenus de transmettre à l'Administration des Domaines au plus tard le 1^{er} mars de chaque année :

1. une copie du permis forestier qui leur a été concédé, indiquant la superficie globale couverte par ce titre ;
2. une déclaration mentionnant la superficie de l'Assiette Annuelle de Coupe dont ils projettent l'exploitation ;

A défaut de déclaration, il sera retenu d'office comme base d'imposition pour le calcul de la taxe d'abatage, une Assiette Annuelle de Coupe d'une superficie au moins égale à un vingtième (1/20ème) de la superficie globale du permis concédé.»

« Article 15 : Le défaut de déclaration dans les délais prescrits à l'article 14 ci-dessus donne lieu à l'application d'une amende d'un montant de cinq cent mille (500.000) francs CFA. »

« Article 16 : Le barème annuel de référence servant de base pour la détermination de la valeur fiscale de l'Assiette Annuelle de Coupe est fixé à un million deux cent mille (1.200.000) francs CFA par hectare. »

Ce barème est appliqué à la fraction de l'Assiette Annuelle de Coupe effectivement ouverte à l'exploitation, sans que, pour chaque année, et pendant une durée de trois (3) ans consécutifs, ladite fraction puisse être inférieure au tiers de la superficie totale de l'Assiette Annuelle de Coupe. »

« Article 17 : Le barème annuel de référence fixé à l'article 16 ci-dessus est affecté d'un abattement modulé ainsi qu'il suit, pour les unités forestières classées en zones B, C et D :

- Zone B : abattement de 20% ; (soit une base taxable de 960.000F / ha)
- Zone C : abattement de 30% ; (soit une base taxable de 840.000 F / ha)

- *Zone D : abattement de 50% ; (soit une base taxable de 600.000 F / ha) »*

« Article 18 : La taxe d'abattage est payable d'avance, chaque année, et pour une année civile entière, au plus tard le 30 octobre, à la caisse du Receveur des Domaines.

Le recouvrement de la taxe d'abattage est poursuivi à la diligence du Receveur des Domaines par toutes voies de droit en vigueur en matière d'enregistrement. Il est poursuivi contre le titulaire du permis, ou de la concession et le cas échéant, contre le cessionnaire ou le fermier. Tous sont responsables solidairement du paiement de la taxe liquidée et ce, que l'Assiette Annuelle de Coupe ou plus généralement le permis forestier soit mis en exploitation ou non. »

« Article 19 : Tout retard dans le paiement de la taxe d'abattage entraîne l'application d'une majoration de 25% du montant de ladite taxe.

Toute déclaration inexacte et toute omission d'un élément servant à la détermination de la base d'imposition de la taxe d'abattage entraîne l'application d'une pénalité égale à 50% de son montant. »

« Article 20 : Les amendes et les pénalités visées aux articles 15 et 19 ci-dessus sont recouvrées à la diligence du Receveur des Domaines. Leur recouvrement est poursuivi dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article 18 ci-dessus. »

« Article 21 : Les titulaires des Permis de Gré à Gré sont assujettis au paiement d'une taxe d'abattage dont le montant est fixé forfaitairement à six mille (6.000) francs CFA par pied abattu. »

« Article 22 : Les titulaires des Permis de Gré à Gré sont tenus de déclarer à la fin de chaque trimestre, auprès du Service des Eaux et Forêts le nombre de pieds abattus. »

« Article 23 : Le Service des Eaux et Forêts établit un état liquidatif indiquant le nombre de pieds abattus par chaque titulaire d'un Permis de Gré à Gré ainsi qu'un ordre de recette indiquant le montant de la taxe forfaitaire à payer.

Le Service des Eaux et Forêts transmet les états liquidatifs et les ordres de recettes au Service des Domaines qui engage la procédure de recouvrement de la taxe forfaitaire d'abattage correspondante. »

« Article 24 : Le paiement de la taxe forfaitaire d'abattage pour les Permis de Gré à Gré est effectué dans un délai maximum de trente (30) jours suivant la date de l'avis de mise en recouvrement émis par le Service des Domaines. Passé ce délai, une pénalité de retard égale à 50% du montant de la taxe due est appliquée. »

« Article 25 : La taxe de superficie est calculée et liquidée chaque année par le Service des Domaines. »

« Article 26 : La taxe de superficie est perçue d'avance, chaque année et pour une année civile entière, au plus tard le 31 mars de chaque année, au taux de mille (1.000) francs CFA par hectare, appliqué sur la superficie totale des permis forestiers régulièrement attribués par les services compétents de l'Administration des Eaux et Forêts. »

« Article 27 : Les titulaires des permis forestiers délivrés après le 31 mars de l'année d'imposition acquittent la taxe de superficie dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la date de délivrance de leurs permis. »

« Article 28 : Tout paiement tardif de la taxe de superficie entraîne l'application d'une majoration égale à 25% du montant de la taxe. »

« Article 29 : La taxe de superficie et les pénalités y afférentes sont recouvrées à la diligence du Receveur des Domaines. Le recouvrement en est poursuivi dans les mêmes conditions et selon les mêmes voies de droit que celles fixées à l'article 18 ci-dessus pour la taxe d'abatage. »

« Article 30 : Les Communautés Villageoises titulaires de permis forestiers pour l'exploitation des forêts communautaires dans les conditions fixées aux articles 156 et suivants du code forestier, sont exemptés du paiement de la taxe de superficie. »

Article 31 : Le paiement des autres taxes et redevances instituées à l'article 244 du code forestier, à l'exception des droits et taxes de sortie, est suspendu. »

Article 12 : La Section III du Titre 2^e du Livre 1^{er} du Code Général des Impôts Directs et Indirects est modifiée ainsi qu'il suit :

Article 127 bis : Il est institué à compter du 1^{er} janvier 1999 au profit de l'Etat, un prélèvement sur les sommes payées aux prestataires de services soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans la catégorie des bénéficiaires non commerciaux lorsque les revenus en cause relèvent par nature de l'exercice des professions libérales.

A compter du 1^{er} janvier 2001, le prélèvement prévu à l'alinéa 1^{er} ci-dessus s'applique également aux sommes payées en rémunération des prestations de services de toute nature rendues par des personnes soumises à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans les catégories des bénéficiaires industriels et commerciaux.

Le prélèvement est effectué par le bénéficiaire des prestations de services quel que soit son statut.

Sont également visées par le présent prélèvement les sommes payées à des personnes qui exécutent dans des entreprises ou auprès des tiers des actes relevant par nature d'une profession libérale même lorsque ces personnes ont la qualité de salarié dans leur profession habituelle.

Le prélèvement prévu à l'alinéa 1^{er} ci-dessus constitue un précompte sur les impôts dus par les titulaires des revenus en cause. Il est imputable sur les impôts dont ils sont redevables jusqu'au troisième exercice qui suit celui du prélèvement.

Le taux de prélèvement est fixé à 9,5% du montant hors taxe représentatif de la rémunération du service.

Les redevables du prélèvement sont tenus de reverser à la recette du Centre des Impôts des Grandes Entreprises de la Direction Générale des Contributions Directes et Indirectes le montant précompté accompagné d'un bordereau de versement établi en quatre exemplaires fournis par l'Administration.

Deux exemplaires du bordereau sont rendus accompagnés d'une quittance à la partie versante par le Receveur du Centre des Impôts des Grandes Entreprises de la Direction Générale des Contributions Directes et Indirectes. La partie versante donne ensuite un exemplaire et la quittance au prestataire.

Un exemplaire est conservé par le Receveur du Centre des Impôts des Grandes Entreprises en appui à sa comptabilité.

Le quatrième exemplaire est conservé dans le dossier du contribuable.

Le versement est effectué le 20 du mois qui suit le mois du paiement des sommes.

Le retard ou le défaut de déclaration du versement du prélèvement sont sanctionnés par une amende de 50%.

L'inexactitude dans la déclaration donne lieu à une pénalité de mauvaise foi égale à 100% des droits éludés. »

TITRE III : DISPOSITIONS DOUANIERES

FISCALITE A L'IMPORTATION

Article 13 : En application de l'acte additionnel n°03/00-CEMAC-046-CM-05 du 14 décembre 2000 instituant un mécanisme autonome de financement de la CEMAC, il est institué en République gabonaise, une taxe communautaire d'intégration, en abrégé TCI.

La TCI est liquidée au taux de 1% sur la valeur en douane des marchandises.

Sont admis en franchise ou exemptés de la TCI.

- les biens visés par l'acte 2/92 UDEAC-556-CD-SE1 et les textes modificatifs subséquents ;
- les marchandises importées sous le régime fiscal stabilisé.

Article 14 : En application de la loi n°5/85 du 27 juin 1985 portant règlement général sur la comptabilité publique en République Gabonaise, la T.C.I est liquidée par l'Administration des douanes, recouvrée et prise en recette par la Trésorerie Générale dans un compte spécial « CEMAC-TCI ».

Les modalités de reversement de la TCI au compte : « n°41517-CEMAC-compte TCI » de la République Gabonaise ouvert dans les livres de la BEAC sont fixées par arrêté du Ministre chargé des Finances.

FISCALITE A L'EXPORTATION

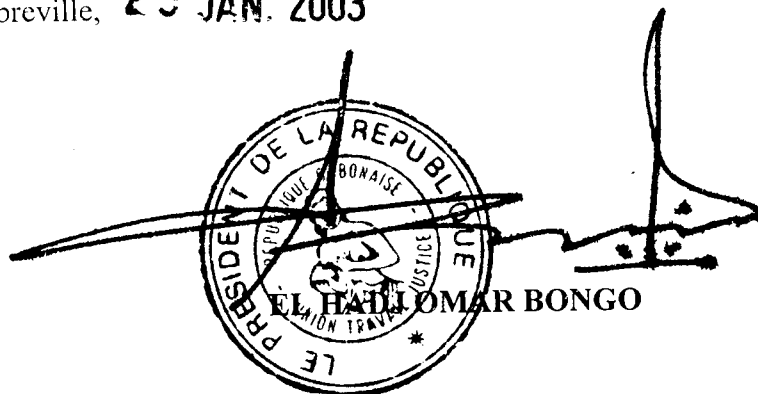
Article 15 : Il est institué une mercuriale sur le bois en grumes à l'exportation.

Les modalités de détermination de cette mercuriale feront l'objet d'un arrêté du Ministre chargé des Finances.

Article 16 : La présente loi sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, **23 JAN. 2003**

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat ;



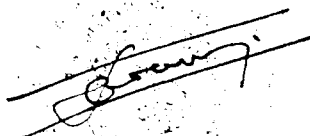
Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement ;


Jean François NTOUTOUME EMANE

P. Le Ministre d'Etat, Ministre de la Planification
Et de la Programmation du développement ;
P.O. Le Ministre Délégué


Yolande ASSELE-EBINDA

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie,
des Finances, du Budget et de la Privatisation ;


Paul TOUNGUI

ANNEXES AU PROJET DE LOI DE FINANCES

ANNEXE N° 1 : RESSOURCES DE L'ETAT

(en millions de F.cfa)

NATURE DES RESSOURCES	LFR 2002	LF 2003	Variation
PARTIE I : RESSOURCES PROPRES	999 580	946 200	-53 381
Dont pétrole	510 000	448 100	-61 900
Titre 1 : Recettes fiscales	730 427	683 706	-46 721
Impôt sur le revenu	401 831	348 000	-53 909
dont pétrole	263 300	205 000	-58 300
Droits et taxes sur la propriété	2 900	3 300	400
Taxes sur les biens et services	99 118	115 706	16 588
Droits et taxes de douanes	225 000	212 000	-13 000
Autres taxes	1 578	4 700	3 200
Titre 2 : Revenus du domaine et des participations financières	256 460	256 900	440
Pétrole	246 700	243 100	-3 600
Autres	9 760	13 800	4 040
Titre 3 : Recettes diverses	12693	5 594	-7 100
Recettes des régies	5 040	1 694	-3 347
Amendes, confiscations et saisies	720	700	-20
Produits divers	5 040	700	-4 340
Dons	1 893	2 500	607
PARTIE II : RESSOURCES D'EMPRUNTS	324 028	431 266	107 238
Titre 4 : Emprunts liés aux dépenses	40 000	42 500	2 500
Emprunts liés aux investissements	40 000	42 500	2 500
Titre 5 : Emprunts d'équilibre	284 028	388 766	104 738
Banque centrale et FMI	0	0	0
Financement d'équilibre	284 028	378 766	94 738
Arriérés dette publique (variation)	0	0	0
Privatisation	0	0	0
Rééchelonnement	0	0	0
Restructuration de la dette	0	0	0
Annulation	0	0	0
Opérations de trésorerie	0	10 000	10 000
Correspondants	0	6 000	6 000
Collectivités locales	0	4 000	4 000
Total Ressources	1 323 608	1 377 465	53 857

ANNEXE N° 2 : CHARGES DE L'ETAT

(en millions de F.cfa)

NATURE DES CHARGES	LFR 2002	LF 2003	Variation
PARTIE I : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE			
Titre 1 : Service de la dette	654 715	755 765	101 050
Extérieure	416 813	543 995	127 182
Service courant	356 884	333 575	-23 309
Intérêts	128 491	117 900	-10 591
Principal	228 393	215 675	-12 718
Arriérés	59 929	210 420	150 491
Intérêts	28 929	97 080	68 151
Principal	31 000	113 340	82 340
Intérieure	237 902	211 770	-26 132
DGCP	87 263	88 123	860
Service courant	74 795	88 123	13 328
Dont bancaire	8 420	17 195	8 775
Intérêts	12 004	10 323	-1 681
Principal	62 791	77 800	15 009
Arriérés	12 468	0	-12 468
Intérêts	2 259	0	-2 259
Principal	10 209	0	-10 209
Trésor	88 097	110 377	-22 280
BEAC (agios)	11 500	11 500	0
Intérêts sur tirages FMI	3 296	2 477	-819
Intérêts sur bons d'équipement	2 500	2 500	0
Remboursement avances/pétroliers	0	0	0
Tirages FMI (principal)	5 601	9 606	4 005
BEAC (principal)	20 000	44 294	24 294
Banques commerciales	0	0	0
Opérations de trésorerie	45 200	40 000	-5 200
Instances	45 200	40 000	-5 200
Autres	62 542	13 270	-49 272
Dette aux agents de l'Etat (Rappels)	5 000	5 000	0
Arriérés consommation de téléphone de l'Etat	16 500	0	-16 500
Indemnisation des sinistrés 93-94	0	0	0
Restructuration des entreprises	36 042	3 270	-32 772
Dette non-fiscale (aux entreprises)	9 314	0	-9 314
Dette CNSS (cotisations sociales)	10 000	0	-10 000
Plans sociaux	16 728	3 270	-13 458
Opérations de couverture	5 000	5 000	0
PARTIE II : FONCTIONNEMENT	476 000	456 700	-19 300
Titre 2 : Personnel permanent	197 600	195 600	-2 000
Titre 3 : Main d'œuvre non permanente	19 400	19 400	0
Titre 4 : Biens & services	132 100	125 800	-6 300
Titre 5 : Transferts et interventions	126 900	115 900	-11 000

PARTIE III : INVESTISSEMENTS	161 893	165 000	3 107
Titre 6 : Dépenses de développement	138 493	139 880	1 387
Titre 7 : Dépenses d'équipements	23 400	25 120	1 720
PARTIE IV : PRETS ET AVANCES	31 000	0	-31 000
Titre 8 : Prêts et avances	31 000	0	-31 000
Avances aux agents de l'Etat (VTR)	0	0	0
Avances à l'économie	31 000	0	-31 000
Prêts à la consommation (Av S)	0	0	0
Règlements correspondants	0	0	0
Fonds de réserves pour les générations futures	0	0	0
Incitation aux départs volontaires	0	0	0
Total Charges	1 323 608	1 377 465	53 857

ANNEXE N° 3 : BUDGET DEVELOPPE DES RECETTES

(en millions de F.cfa)

Article	Nature de la recette	LFR 2002	LF 2003	Variation
	I. Recettes fiscales			
11.00	Impôts sur le revenu et les bénéfices	401 831	348 000	-53 831
11.10	Impôts sur les sociétés	344 200	286 000	-58 200
11.11	Autres sociétés	67 000	70 000	-3 000
11.12	Sociétés pétrolières	263 300	205 000	-58 300
11.13	Sociétés minières	6 000	7 764	1 764
11.14	Retenues à la source	7 900	3 236	-4 664
11.20	Impôts sur les personnes	50 369	51 600	1 231
00.21	Impôts sur le revenu des personnes physiques	4 066	5 595	1 529
11.22	Acomptes versés par les salariés	29 000	29 012	12
11.23	Taxe complémentaire sur les salaires	16 800	16 578	-222
11.24	Impôts forfaitaires sur le revenu	503	415	-88
11.30	Impôts sur le revenu des valeurs mobilières	6 425	5 000	-1 425
11.90	Pénalités sur le revenu et les bénéfices	837	5 400	4 563
12.20	Versements forfaitaires sur les salaires	78	0	-78
13.00	Droits et taxes sur la propriété	2 900	3 300	400
13.11	Taxes sur les terrains et valeurs locatives	0	100	100
13.12	Taxes sur les biens de main morte	300	200	-100
13.14	Droits de mutation	2 600	3 000	400
14.00	Taxes sur les biens et services	99 118	115 700	16 588
14.20	TVA précomptée par l'Etat	1 800	11 400	9 600
14.21	Taxes sur la valeur ajoutée	76 000	69 600	-6 400
14.22	Taxe sur les opérations financières	30	40	10
14.24	Droits d'accises	6 000	11 000	5 000
14,25	Taxe sur les jeux	500	700	200
14,26	Impôts sur le chiffre d'affaires intérieur	92	100	8
14.30	Taxes sur les assurances	2 000	2 300	300
14.40	Taxes sur les loyers	3 348	0	-3 348
14.50	Taxes sur les produits raffinés	6 000	17 000	11 500
14.60	Taxe spéciale immobilière	3 348	3 066	-282
15.00	Droits et taxes de douanes	225 000	212 000	-13 000
15.10	Droits et taxes à l'importation	192 000	184 700	-7 300
15.20	Droits et taxes à l'exportation	33 000	27 300	-5 700
19.00	Autres taxes	1 500	4 700	3 200
19.20	Taxes diverses	1 500	4 700	3 200
19.21	Contribution au Développement de la Route	0	0	0
	Total recettes fiscales	730 427	683 706	-462 721

ANNEXE N° 3 : BUDGET DEVELOPPE DES RECETTES (suite et fin)

(en millions de F.cfa)

Article	Nature de la recette	LFR 2002	LF 2003	Variation
	II. Recettes non fiscales			
20.00	Recettes du domaine public	214 930	223 960	9 030
22.10	Revenus du domaine foncier	1 000	1000	0
22.22	Revenus du domaine forestier	5 700	10 100	4 400
22.30	Recettes du domaine pétrolier	206 000	210 860	4 860
22.31	Redevance pétrolière	138 594	144 300	5 706
22.32	Contrat de partage	65 900	65 600	-300
22.33	Redevance superficière	376	278	-98
22.34	Boni sur attribution de permis	1 130	682	-448
22.40	Revenus du domaine minier	2 230	2 000	-230
22.50	Revenus des participations	41 530	32 940	-8 590
22.51	Participations dans les sociétés pétrolières	40 700	32 240	-8 460
22.52	Participations dans les autres sociétés	830	700	-130
30.00	Autres recettes	12 693	5 594	-7 100
31.00	Recettes de régies	5 040	1 694	-3 347
32.00	Amendes, confiscations et saisies	720	700	-20
33.00	Recettes diverses	5 040	700	-4 340
34.00	Dons	1 893	2 500	607
35.00	Cessions d'actifs	0	0	0
	Total recettes non fiscales	269 153	262 494	-6 660
	TOTAL RECETTES PROPRES	999 580	946 200	-53 381

ANNEXE N° 4 RECETTES HORS PETROLE

(en millions de F.cfa)

	LFR 2002	LF 2003	Variation
TOTAL	489 580	498 100	8 520
Impôts & taxes indirects	99 118	115 706	16 588
<i>TVA précomptée par l'Etat</i>	1 800	11 400	9 600
<i>Taxe sur la Valeur Ajoutée</i>	76 000	69 600	-6400
<i>Taxe/Opérations Financières</i>	30	40	10
<i>Droits Accises</i>	6 000	11 000	5 000
<i>Taxe/Assurances</i>	2 000	2 300	300
<i>Taxe /Loyers</i>	3 348	0	-3 348
<i>Taxe/Produits Raffinés</i>	6 000	17 500	11 500
<i>Autres taxes sur biens et services</i>	0	0	0
<i>Taxe sur les jeux</i>	500	700	200
<i>Taxe spéciale immobilière</i>	3 348	3 066	-282
<i>Impôts sur le chiffre d'affaires intérieur</i>	92	100	8
Impôts & taxes directs	152 769	164 800	12 031
<i>Impôt/Sociétés Hors Pétrole</i>	80 900	81 000	100
<i>Autres sociétés</i>	67 000	70 000	3 000
<i>Sociétés minières</i>	6 000	7 640	1 764
<i>Retenues à la source</i>	7 900	3 236	-4 664
<i>Impôt/Personnes</i>	50 369	51 600	1 231
<i>IRPP</i>	4 066	5 595	1 529
<i>Acomptes Versés Salaires</i>	29 000	29 012	12
<i>Taxe complémentaire</i>	16 800	16 578	-222
<i>Impôts forfaitaires sur le revenu</i>	503	415	-88
<i>Impôt/Revenu Valeurs Mobilières</i>	6 425	5 000	-1 425
<i>Pénalités/Revenus & Bénéfices</i>	837	5 400	4 563
<i>Revenu des domaines</i>	8 930	13 100	4 170
<i>Revenus domaine foncier</i>	1 000	1 000	0
<i>Revenus domaine forestier</i>	5 700	10 100	4 400
<i>Revenus domaine minier</i>	2 230	2 000	-230
<i>Versements Forfaitaires</i>	78	0	-78
<i>D&T sur la propriété</i>	2 900	3 300	400
<i>Taxes sur les terrains & valeurs locatives</i>	0	100	100
<i>Taxes sur les biens de main morte</i>	300	200	-100
<i>Droits de mutation</i>	2 600	3 000	400
<i>Participations dans les autres sociétés</i>	830	700	-130
<i>Autres taxes</i>	1 500	4 700	3 300
Douanes	225 000	212 000	-13 000
<i>Droits & Taxes à l'Importation</i>	192 000	184 700	-7 300
<i>Droits & Taxes à l'Exportation</i>	33 000	27 300	-5 700
Recettes diverses	12 693	5 594	-7 100
<i>Cessions d'actifs</i>	0	0	0
<i>Recettes régies</i>	5 040	1 694	-3 347
<i>Amendes, confiscations et saisies</i>	720	700	-20
<i>Dons</i>	1 893	2 500	607
<i>Autres recettes</i>	5 040	700	-4 340

ANNEXE N°5 : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

(en millions de F.cfa)

LIBELLE	LFR 2002	LF 2003
Recettes Totales	999 580	946 200
Recettes fiscales	730 427	683 706
Recettes non fiscales	269 153	262 494
Dépenses Totales	826 684	766 400
Dépenses totales hors paiements d'intérêts	668 893	621 700
Dépenses fonctionnement	476 000	456 700
Investissement de l'ETAT	161 893	165 000
Paiements d'intérêts de l'Etat	157 791	144 700
Extérieures	128 491	117 900
Intérieures	29 300	26 800
Prêts nets	31 000	0
Solde Primaire	330 687	324 500
Solde Budgétaire	172 896	179 800
Variation des arriérés	-76 388	-137 080
<i>Extérieures</i>	-28 929	-97 080
<i>Intérieures</i>	-47 459	-40 000
DGCP	-2 259	0
Instances au Trésor	-45 200	-40 000
Solde globale (Base caisse)	96 508	42 720
Financement Total	-96 508	-42 720
Extérieur	64 635	92 251
<i>Tirages</i>	324 028	421 266
Emprunts liés	40 000	42 500
Financement d'équilibre	284 028	378 766
<i>Amortissements</i>	-228 393	-215 675
<i>Rééchelonnement</i>	0	0
<i>Arriérés</i>	-31 000	-113 340
Intérieur	-161 143	-134 970
<i>Système bancaire</i>	-34 021	-71 095
Banque centrale	-20 000	-44 294
Tirages FMI (principal)	-5 601	-9 606
Banques commerciales	-8 420	-17 195
<i>Système non bancaire</i>	-127 122	-63 875
Dette intérieure	-69 580	-65 605
<i>dette DGCP</i>	-54 371	-60 605
arriérés dette intérieure	-10 209	0
rappels sur solde	-5 000	-5 000
Privatisation	-36 042	-3 270
Restructuration des E/ses	-36 042	-3 270
Dette non fiscale	-9 314	0
Dette CNSS	-10 000	0
Plans sociaux	-16 728	-3 270
Autres	-21 500	5 000
<i>Divers</i>	-5 000	-5 000
<i>Arriérés consommation de tél. de l'Etat</i>	-16 500	0
Opérations de trésorerie	0	10 000
Correspondants	0	6 000
Collectivités	0	4 000
GAP DE FINANCEMENT	0	0

***DEUXIEME PARTIE : AFFECTATION, REPARTITION
ET UTILISATION DES CREDITS***

LES CREDITS OUVERTS AU TITRE DE LA LOI DE FINANCES 2003

ANNEXE N° 1 : PARTIE I - CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE

(en F. cfa)

TITRE I : SERVICE DE LA DETTE	LF 2002	LFR 2002	LF 2003
SECTION: DEPENSES COMMUNES			
COMPTABILITE PUBLIQUE	426 873 000 000	504 076 000 000	632 118 000 000
Dont dette extérieure:	370 888 000 000	416 813 000 000	543 995 000 000
<i>Intérêts</i>	139 084 000 000	128 491 000 000	117 900 000 000
<i>Principal</i>	231 804 000 000	228 393 000 000	215 675 000 000
<i>Arriérés</i>	0	59 929 000 000	210 420 000 000
Dont dette intérieure:	55 985 000 000	87 263 000 000	88 123 000 000
<i>Intérêts</i>	9 047 000 000	12 004 000 000	10 323 000 000
<i>Principal</i>	46 938 000 000	62 791 000 000	77 800 000 000
<i>Arriérés</i>	0	12 468 000 000	0
TRESOR	75 302 000 000	88 097 000 000	110 377 000 000
BEAC	39 600 000 000	31 500 000 000	55 794 000 000
Intérêts sur tirages FMI	2 182 000 000	3 296 000 000	2 477 000 000
Intérêts sur bons d'équipement	2 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000
Tirages FMI (principal)	9 600 000 000	5 601 000 000	9 606 000 000
Banques commerciales	8 420 000 000	0	0
Instances	0	45 200 000 000	40 000 000 000
Autres opérations de trésorerie	13 000 000 000	0	0
AUTRES	89 744 000 000	62 542 000 000	13 270 000 000
Dette aux agents de l'Etat (rappels)	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
Arriérés de consommation de téléphone		16 500 000 000	0
Indemnisation sinistrés 93-94	0	0	0
Restructuration des entreprises	79 744 000 000	36 042 000 000	3 270 000 000
<i>Dette non-fiscale (aux entreprises)</i>	57 354 000 000	9 314 000 000	0
<i>Dette CNSS (cotisations sociales)</i>		10 000 000 000	0
<i>Plans sociaux</i>	22 390 000 000	16 728 000 000	3 270 000 000
Opération de couverture	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000
TOTAL	591 919 000 000	654 715 000 000	755 765 000 000

ANNEXE N°2 : PARTIE II – DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Titre 2 : Solde permanente

(en F cfa)

SECTIONS	LF 2002	LFR 2002	LF 2003
DEPENSES COMMUNES	7 500 100 000	6 600 100 000	9 247 392 632
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	5 700 600 000	5 700 600 000	5 395 778 351
PARLEMENT	5 866 600 000	5 866 600 000	6 211 417 630
HAUTES JURIDICTIONS	3 457 200 000	3 457 200 000	1 168 617 921
AUTRES CORPS INSTITUTIONNELS	1 698 600 000	1 698 600 000	986 387 681
PRIMATURE	2 704 200 000	2 704 200 000	1 047 001 286
CABINETS POLITIQUES	2 233 500 000	2 233 500 000	2 392 732 875
RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	52 600 000	52 600 000	53 583 944
JUSTICE	5 577 200 000	5 577 200 000	5 234 495 065
CONTROLE D'ETAT	199 600 000	199 600 000	203 188 308
AFFAIRES ETRANGERES	4 787 200 000	4 787 200 000	4 726 633 723
DEFENSE NATIONALE	32 248 000 000	32 248 000 000	32 445 613 690
GARDE REPUBLICAINE	7 797 100 000	7 797 100 000	7 874 573 110
FONCTION PUBLIQUE	2 268 700 000	2 268 700 000	2 269 629 458
INTERIEUR ET DECENTRALISATION	2 592 500 000	2 592 500 000	2 490 543 083
COMMUNICATION	3 001 200 000	3 001 200 000	2 962 386 672
POLICE NATIONALE	10 335 000 000	10 335 000 000	10 310 698 126
SECURITE PENITENTIAIRE	2 921 100 000	2 921 100 000	3 186 421 831
FINANCES & BUDGET	8 922 100 000	8 922 100 000	9 505 563 194
PETITES & MOYENNES ENTREPRISES	264 200 000	264 200 000	254 991 967
PLANIFICATION	1 775 200 000	1 775 200 000	1 747 184 375
ECONOMIE	475 300 000	475 300 000	480 841 706
COMMERCE, CONSOMMATION & IND-	938 100 000	938 100 000	889 020 973
ENVIRONNEMENT & PROTECT°NATURE	65 900 000	65 900 000	79 501 871
CADASTRE	397 200 000	397 200 000	364 883 499
AGRICULTURE ELEVAGE & DEVELOP	1 796 700 000	1 796 700 000	1 868 650 095
ECO. FORESTIERE, EAUX, PECHE, PROTEC. NAT	1 788 200 000	1 788 200 000	1 920 072 026
MINES	1 448 300 000	1 448 300 000	1 635 497 545
EQUIPEMENT ET CONSTRUCTION	2 222 500 000	2 222 500 000	2 173 670 710
HABITAT ET LOGEMENT	814 700 000	814 700 000	822 873 820
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	90 400 000	90 400 000	92 152 768
TRANSPORTS	294 700 000	294 700 000	277 254 541
AVIATION CIVILE	895 400 000	895 400 000	940 141 941

Suite titre 2

SECTIONS	LF 2002	LFR 2002	LF 2003
TOURISME ET LOISIRS	349 800 000	349 800 000	356 760 147
MARINE MARCHANDE	385 400 000	385 400 000	374 344 231
EDUCATION NATIONALE	49 604 000 000	49 604 000 000	49 542 856 575
FORMATION PROFESSIONNELLE	298 300 000	298 300 000	308 073 171
JEUNESSE ET SPORTS	1 151 900 000	1 151 900 000	1 204 965 478
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	5 071 900 000	5 071 900 000	4 231 231 514
CULTURE ET ARTS	1 127 700 000	1 127 700 000	1 170 949 085
RECHERCHE SCIENTIFIQUE	552 000 000	552 000 000	416 008 745
EDUCATION POPULAIRE	384 600 000	384 600 000	357 071 346
SANTE PUBLIQUE	12 569 000 000	12 569 000 000	12 640 450 242
TRAVAIL ET EMPLOI	1 090 700 000	1 090 700 000	886 229 840
AFFAIRES SOCIALES	2 368 200 000	2 368 200 000	2 524 833 469
FAMILLE, PROTECTION ENFANCE	107 800 000	107 800 000	150 363 689
RESSOURCES HUMAINES	160 600 000	160 600 000	176 466 051
TOTAL titre 2	198 500 000 000	197 600 000 000	195 400 000 000

SECTIONS	Titre 3 : Main d'Œuvre Non Permanente		
	LF 2002	LFR 2002	LF 2003
DEPENSES COMMUNES	1 113 619 704	1 113 619 704	1 121 978 000
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	596 864 000	596 864 000	563 141 000
PARLEMENT	4 000 807 000	4 000 807 000	4 000 807 000
HAUTES JURIDICTIONS	44 105 000	44 105 000	43 025 000
AUTRES CORPS INSTUTIONNELS	659 664 000	659 664 000	651 475 000
PRIMATURE	59 902 000	59 902 000	56 164 000
CABINETS POLITIQUES			82 368 000
RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	9 936 000	9 936 000	9 936 000
JUSTICE	105 578 000	105 578 000	103 628 000
CONTROLE D'ETAT	15 174 000	15 174 000	22 434 000
DROITS DE L'HOMME	2 100 000	2 100 000	5 610 000
AFFAIRES ETRANGERES	2 341 231 600	2 341 231 600	2 440 544 000
DEFENSE NATIONALE	268 051 000	268 051 000	258 139 000
FONCTION PUBLIQUE	59 075 000	59 075 000	56 400 000
INTERIEUR ET DECENTRALISATION	406 221 000	406 221 000	405 477 000
COMMUNICATION	231 283 000	231 283 000	221 753 000
POLICE NATIONALE	62 250 000	62 250 000	61 440 000
FINANCES & BUDGET	722 383 996	722 383 996	712 746 000
PETITES & MOYENNES ENTREPRISES	17 111 000	17 111 000	14 936 000
PLANIFICATION	96 510 000	96 510 000	95 100 000
ECONOMIE	51 722 000	51 722 000	49 922 000
COMMERCE, CONSOMMAT°&INDUSTRIE	74 143 000	74 143 000	70 825 000
ENVIRONNEMENT & PROTECT°NATURE	1 890 000	1 890 000	810 000
CADASTRE	160 336 000	160 336 000	166 005 000
VILLE	1 860 000	1 860 000	1 860 000
AGRICULTURE ELEVAGE & DEVELOPPEMENT	375 600 000	375 600 000	373 497 000
ECO. FORESTIERE, EAUX, PECHE, PROTEC. NATURE	383 021 400	383 021 400	392 507 000
MINES	59 672 000	59 672 000	203 451 000
EQUIPEMENT ET CONSTRUCTION	2 307 825 000	2 307 825 000	2 293 205 000
HABITAT ET LOGEMENT	18 958 000	18 958 000	29 518 000
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	20 150 000	20 150 000	19 340 000
URBANISME AMENAGEMTS FONCIERS	91 072 000	91 072 000	91 942 000
TRANSPORTS	37 907 000	37 907 000	49 098 000
AVIATION CIVILE	32 923 000	32 923 000	34 063 000
TOURISME	51 990 000	51 990 000	46 521 000

Suite Titre 3

(en F cfa)

SECTIONS	LF 2002	LFR 2002	LF 2003
MARINE MARCHANDE	85 326 000	85 326 000	96 396 000
EDUCATION NATIONALE	1 153 536 300	1 153 536 300	1 157 453 000
FORMATION PROFESSIONNELLE	7 344 000	7 344 000	10 044 000
JEUNESSE ET SPORTS	75 962 000	75 962 000	61 934 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	670 372 000	670 372 000	643 017 000
CULTURE ET ARTS	35 366 000	35 366 000	30 587 000
EDUCATION POPULAIRE	51 200 000	52 280 000	50 864 000
SANTE PUBLIQUE	2 107 073 000	2 107 073 000	2 055 792 000
TRAVAIL ET EMPLOI	97 499 000	97 499 000	124 023 000
AFFAIRES SOCIALES	350 491 000	350 491 000	358 917 000
FAMILLE, PROTECTION ENFANCE ET PROMOT° FEMME	37 676 000	37 676 000	39 296 000
SOLIDARITE NATIONALE & BIEN-ETRE	6 398 000	6 398 000	6 398 000
RESSOURCES HUMAINES	5 674 000	5 674 000	4 804 000
OPT	6 000 000	6 000 000	5 400 000
TOTAL titre 3	19 400 000 000	19 400 000 000	19 400 000 000

SECTIONS	Titre 4 : Biens et services		
	LF 2002	LFR 2002	LF 2003
DEPENSES COMMUNES	54 705 584 676	54 327 621 246	39 332 015 699
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	3 424 822 200	3 005 299 200	3 051 614 700
PARLEMENT	7 672 588 500	8 242 190 000	9 996 992 200
HAUTES JURIDICTIONS	254 000 000	222 254 500	340 095 500
AUTRES CORPS INSTITUTIONNELS	2 618 998 000	2 292 606 000	1 703 928 218
PRIMATURE	613 500 000	548 098 000	800 634 000
RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	51 800 000	95 329 813	131 923 648
JUSTICE	499 300 000	438 553 000	491 843 400
CONTROLE D'ETAT	76 800 000	68 092 000	131 178 000
DROITS DE L'HOMME	54 900 000	48 040 000	44 225 400
AFFAIRES ETRANGERES	4 833 941 224	4 244 167 934	4 702 824 805
DEFENSE NATIONALE	11 005 199 950	9 838 965 941	10 676 894 727
GARDE REPUBLICAINE	2 000 000 000	1 770 210 000	1 778 836 000
FONCTION PUBLIQUE	354 757 000	312 701 000	320 420 450
INTERIEUR ET DECENTRALISATION	664 100 000	581 198 000	4 837 271 650
COMMUNICATION	1 954 000 000	1 718 064 000	1 708 315 780
POLICE NATIONALE	1 921 000 000	1 680 886 000	1 641 035 550
SECURITE PENITENTIAIRE	800 000 000	700 005 000	817 878 600
FINANCES & BUDGET	2 834 771 104	2 510 749 416	2 928 527 857
PETITES & MOYENNES ENTREPRISES	99 500 000	88 650 000	96 351 940
PLANIFICATION	289 400 000	260 277 000	277 282 634
ECONOMIE	158 000 000	138 667 000	182 257 990
COMMERCE, CONSOMMAT ^o &INDUSTRIE	293 640 000	264 903 000	277 139 850
ENVIRONNEMENT & PROTECT ^o NATURE	98 000 000	85 753 000	158 849 014
CADASTRE	119 200 000	104 255 000	116 540 600
VILLE	205 860 000	180 131 000	201 769 750
AGRICULTURE ELEVAGE & DEVELOP	184 266 000	165 110 000	253 071 300
ECO FOREST, EAUX, PECHE, PROT. NATURE	477 400 000	417 706 000	693 031 500
MINES	78 000 000	68 258 000	779 879 975
EQUIPEMENT ET CONSTRUCTION	6 055 139 996	5 298 563 000	1 183 307 226
HABITAT ET LOGEMENT	135 349 000	118 435 000	131 580 750
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	59 200 000	51 803 000	75 538 500

Suite titre 4

(en F cfa)

SECTIONS	LF 2002	LFR 2002	LF 2003
URBANISME AMENAGEMENTS FONCIERS	64 900 000	56 780 000	64 950 000
TRANSPORTS	161 900 000	141 920 000	180 983 050
AVIATION CIVILE	62 500 000	54 687 000	121 236 250
TOURISME	127 419 985	113 136 985	101 625 750
MARINE MARCHANDE	167 800 000	146 823 000	175 664 398
EDUCATION NATIONALE	7 451 900 000	6 525 502 000	6 962 046 400
FORMATION PROFESSIONNELLE	47 600 000	41 653 000	97 626 050
JEUNESSE ET SPORTS	339 299 965	300 251 965	1 869 156 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	4 348 158 000	3 854 548 000	5 079 900 845
CULTURE ET ARTS	129 500 000	114 027 000	128 646 250
RECHERCHE SCIENTIFIQUE	20 580 000	18 011 000	17 896 700
EDUCATION POPULAIRE	41 700 000	36 480 000	37 487 500
LOISIRS	13 300 000	11 640 000	12 403 994
SANTE PUBLIQUE	20 814 044 400	18 232 276 000	18 975 666 850
TRAVAIL ET EMPLOI	230 200 000	204 265 000	238 208 100
AFFAIRES SOCIALES	287 500 000	251 953 000	336 988 150
FAMILLE, PROT. ENFANCE ET PROMO. FEMME	139 283 000	125 294 000	129 905 126
SOLIDARITE NATIONALE & AFFAIRES SOCIALES	1 556 307 000	1 363 205 000	1 367 313 874
RESSOURCES HUMAINES	10 000 000	8 751 000	20 850 000
OPT	23 000 000	20 127 000	18 387 500
TOTAL titre 4	141 300 000 000	132 100 000 000	125 800 000 000

SECTIONS	Titre 5 : Transferts et interventions		
	LF 2002	LFR 2002	LF 2003
DEPENSES COMMUNES	127 461 286 000	109 561 286 000	93 144 703 400
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	45 194 000	45 194 000	250 000 000
PARLEMENT	255 455 000	255 455 000	539 765 000
HAUTES JURIDICTIONS	11 100 000	11 100 000	11 100 000
AUTRES CORPS INSTITUTIONNELS	15 000 000	15 000 000	22 500 000
JUSTICE	183 000 000	183 000 000	183 000 000
AFFAIRES ETRANGERES	953 314 600	953 314 600	1 003 314 600
DEFENSE NATIONALE	182 108 000	182 108 000	182 108 000
GARDE REPUBLICAINE	4 000 000	4 000 000	4 000 000
FONCTION PUBLIQUE	256 600 000	256 600 000	257 560 000
INTERIEUR ET DECENTRALISATION	692 610 000	692 610 000	1 192 610 000
COMMUNICATION	1 425 795 000	1 425 795 000	1 462 087 000
POLICE NATIONALE	11 920 000	11 920 000	11 920 000
FINANCES & BUDGET	2 603 580 000	2 603 580 000	2 383 690 000
PETITES & MOYENNES ENTREPRISES	300 000 000	300 000 000	495 000 000
PLANIFICATION	162 000 000	162 000 000	221 000 000
ECONOMIE	500 000 000	500 000 000	600 000 000
COMMERCE, CONSOMMAT [°] &INDUSTRIE	656 729 400	656 729 400	671 800 000
ENVIRONNEMENT & PROTECT [°] NATURE	55 000 000	55 000 000	55 000 000
CADASTRE	57 600 000	57 600 000	58 200 000
VILLE			16 000 000
AGRICULTURE, ELEVAGE & DEVELOPPEMENT	57 104 000	57 104 000	76 771 000
ECO. FORESTIERE, EAUX, PECHE, PROTEC. NATURE	74 104 000	74 104 000	178 674 000
MINES			71 600 000
HABITAT ET LOGEMENT	24 000 000	24 000 000	20 000 000
TRANSPORTS	1 300 000 000	1 300 000 000	1 749 410 000
AVIATION CIVILE	918 767 000	918 767 000	1 783 294 000
TOURISME	17 353 000	17 353 000	65 353 000
MARINE MARCHANDE	24 986 000	24 986 000	352 872 000
EDUCATION NATIONALE	1 022 961 000	1 022 961 000	982 961 000
FORMATION PROFESSIONNELLE	611 567 000	611 567 000	949 184 000
JEUNESSE ET SPORTS	369 000 000	369 000 000	354 300 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	80 402 000	80 402 000	201 315 000

Suite Titre 5 :

SECTIONS	LF 2002	LFR 2002	LF 2003
CULTURE ET ARTS	316 980 000	316 980 000	686 480 000
RECHERCHE SCIENTIFIQUE	950 000 000	950 000 000	950 000 000
SANTE PUBLIQUE	1 656 704 000	1 656 704 000	1 707 704 000
TRAVAIL ET EMPLOI	480 430 000	480 430 000	543 874 000
AFFAIRES SOCIALES	500 000 000	500 000 000	652 000 000
FAMILLE, PROTEC° ENFANCE ET PROM. DE LA FEMME	600 000 000	0	600 000 000
SOLIDARITE NATIONALE & BIEN - ETRE	500 000 000	500 000 000	1 200 000 000
RESSOURCES HUMAINES	8 850 000	8 850 000	8 850 000
TOTAL titre 5	145 400 000 000	126 900 000 000	115 900 000 000

ANNEXE N°3 : PARTIE III – DEPENSES D'INVESTISSEMENT (Titre 6 et 7)

Titre 6 : dépenses de développement

Titre 7 : Dépenses d'équipement

En Fcfa

SECTIONS	LF 2002	LFR 2002	LF 2003
DEPENSES COMMUNES	3 250 000 000	3 200 000 000	4 550 000 000
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	5 992 000 000	6 460 000 000	4 916 000 000
PARLEMENT	4 550 000 000	4 000 000 000	7 087 000 000
HAUTES JURIDICTIONS			300 000 000
AUTRES CORPS INSTITUTIONNELS	2 500 000 000	1 200 000 000	2 775 000 000
PRIMATURE	1 240 000 000	1 150 000 000	1 750 000 000
PROJETS COMMEMORATION 17 AOUT	50 000 000 000	50 000 000 000	50 000 000 000
RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	300 000 000	450 000 000	100 000 000
JUSTICE	1 550 000 000	800 000 000	100 000 000
DROITS DE L'HOMME	250 000 000	250 000 000	100 000 000
AFFAIRES ETRANGERES	3 000 000 000	1 400 000 000	1 120 000 000
DEFENSE NATIONALE	13 476 000 000	5 780 000 000	5 650 000 000
GARDE REPUBLICAINE	2 150 000 000	1 100 000 000	400 000 000
FONCTION PUBLIQUE	1 135 000 000	460 000 000	100 000 000
INTERIEUR ET DECENTRALISATION	2 380 000 000	2 080 000 000	2 425 000 000
COMMUNICATION	2 650 000 000	1 560 000 000	2 975 000 000
POLICE NATIONALE	1 540 000 000	350 000 000	150 000 000
SECURITE PENITENTIAIRE	1 300 000 000	750 000 000	250 000 000
FINANCES & BUDGET	2 975 000 000	1 662 000 000	1 465 000 000
PETITES & MOYENNES ENTREPRISES	800 000 000	377 000 000	245 000 000
PLANIFICATION	5 325 000 000	4 660 000 000	4 290 000 000
COMMERCE, CONSOMMAT° & INDUSTRIE	1 600 000 000	680 000 000	250 000 000
ENVIRONNEMENT / PROTECTION NATURE			100 000 000
CADASTRE	710 000 000	182 000 000	100 000 000
VILLE	255 000 000	850 000 000	300 000 000
AGRICULTURE ELEVAGE & DEVELOPPEMENT	2 819 000 000	2 110 000 000	1 740 000 000
ECO. FOREST, EAUX, PECHE, PROTEC. NATURE	3 051 000 000	2 043 000 000	3 905 000 000
EQUIPEMENT ET CONSTRUCTION	48 680 000 000	26 080 000 000	24 600 000 000
ENERGIE & RESSOURCES HYDRAULIQUES	3 800 000 000	1 600 000 000	4 150 000 000
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	1 050 000 000	1 365 000 000	600 000 000
URBANISME AMENAGEMTS FONCIERS	3 100 000 000	600 000 000	900 000 000
TRANSPORTS	4 200 000 000	4 125 000 000	4 225 000 000
AVIATION CIVILE	4 560 000 000	3 910 000 000	4 230 000 000

Suite Titres 6 et 7

En Fcfa

SECTIONS	LF 2002	LFR 2002	LF 2003
TOURISME	960 000 000	270 000 000	700 000 000
MARINE MARCHANDE	1 050 000 000	700 000 000	1 248 000 000
EDUCATION NATIONALE	17 286 000 000	9 328 000 000	11 440 000 000
FORMATION PROFESSIONNELLE	2 650 000 000	1 223 000 000	730 000 000
JEUNESSE ET SPORTS	1 100 000 000	360 000 000	250 000 000
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	4 989 000 000	8 000 000 000	2 139 000 000
CULTURE ET ARTS	920 000 000	900 000 000	100 000 000
RECHERCHE SCIENTIFIQUE	665 000 000	527 000 000	200 000 000
SANTE PUBLIQUE	15 465 000 000	6 575 000 000	10 870 000 000
TRAVAIL ET EMPLOI	461 000 000	256 000 000	700 000 000
AFFAIRES SOCIALES	1 375 000 000	920 000 000	1 325 000 000
FAMILLE, PROTECT° ENFANCE ET PROM. DE LA FEMME	600 000 000	600 000 000	100 000 000
TOTAL titres 6 et 7	231 893 000 000	161 893 000 000	165 000 000 000

ANNEXE N°3: PARTIE IV – PRETS ET AVANCES (Titre 8)

DEPENSES COMMUNES	LF 2002	LFR 2002	LF 2003
AVANCES AUX AGENTS DE L'ETAT	0	0	0
AVANCES A L'ECONOMIE	6 000 000 000	31 000 000 000	0
PRETS A LA CONSOMMATION	0	0	0
REGLEMENTS CORRESPONDANTS	0	0	0
INCITATION AUX DEPARTS VOLONTAIRES	0	0	0
TOTAL titre 8	6 000 000 000	31 000 000 000	0

